

# eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les ONG depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP18 / MOP8 à Doha. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) ou consulter le site [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## LANCER LES TRAVAUX DU CHANTIER « 2°C » DE L'ADP

C'est avec un certain optimisme que ECO rejoint la table ronde du chantier n°2 de la Plate-Forme de Durban (ADP) - ou «Chantier 2°C», selon la formule d'un négociateur entrant dans la salle de réunion. Toutes les Parties ont noté avec inquiétude à Durban le fossé de l'ambition avant 2020 pré-2020, et après un an sans aucun progrès, Doha semble être le moment de se mettre au travail.

Cependant, les Etats-Unis n'ont pas commencé les discussions du bon pied. Ils ont d'abord expliqué comment leur incapacité à adopter une législation nationale sur le climat (qui, selon le négociateur américain, aurait reposé pour moitié sur les crédits de compensation internationaux, allez savoir comment) constitue un doublement de leur ambition car ils doivent maintenant réaliser ces réductions d'émissions entièrement sur leur territoire. Le problème, c'est que malgré ce relèvement du niveau d'effort national, l'atmosphère ne perdra pas une tonne de carbone supplémentaire.

ECO a bien aimé l'approche du négociateur représentant l'Ethiopie, pays qui a l'ambition de devenir neutre en terme de CO2 d'ici 2025 - un engagement qui n'a pas été perçu comme trop ambitieux - si le soutien nécessaire se concrétiserait.

ECO rejoint les positions des pays en développement qui ont fait remarquer qu'une grande partie du travail pour accroître l'ambition doit se faire en dehors de l'ADP : finaliser les travaux du PK et du LCA avant qu'ils ne ferment ; atteindre le niveau d'ambition le plus élevé possible

(notamment en se débarrassant de l'air chaud) dans le cadre de la 2e période d'engagement et au-delà ; et adopter un cadre commun de comptabilisation pour les pays développés qui ne font pas partie de la 2e période du Protocole (les passagers clandestins et ceux qui ont quitté le navire), afin d'assurer la comparabilité des efforts.

ECO a remarqué que les pays mettaient l'accent de manière suspecte sur ce qui est souvent désigné comme les « *activités complémentaires* ». Soyons clairs : les

activités, initiatives ou mesures qui peuvent réduire les émissions de CO2 ou d'autres GES sont les bienvenues, y compris celles situées à l'extérieur du cadre de la CCNUCC. Il s'agit notamment des mesures visant à réduire les HFC (via le Protocole de Montréal), le noir de carbone (black carbone), les émissions liées aux carburants des soutes internationales (pour lesquelles des mécanismes peuvent être conçus générant au passage des financements Climat), et des actions visant à éliminer...  
- suite p.2

## Les dégâts sont déjà là !

En lisant le texte actuel, ECO s'inquiète qu'une possible décision à Doha puisse rater quelques points essentiels. D'abord, à la lumière du manque d'ambition en matière d'atténuation, il y a matière à de graves inquiétudes. Ce manque d'ambition déterminera les pertes et dommages futurs. Deuxièmement, cela se passe dans le contexte d'un besoin d'action très urgent sur les fronts de l'atténuation et de l'adaptation, avec pour objectif premier de réduire au maximum les conséquences négatives. ECO espère que ceux qui ont contribué le plus au problème prendront la responsabilité de soutenir l'initiative. Troisièmement, la raison principale qui fait que les pays en développement les plus vulnérables ont placé le sujet à l'agenda est la situation désespérée qui veut que les limites de l'adaptation seront certainement dépassées dans de nombreuses régions.

S'inquiéter des impacts là où l'adaptation ne sera pas suffisante est crucial dans cette discussion. C'est pour cette raison que la convention doit faire preuve d'un leadership à développer une réponse stratégique globale quant aux pertes et dommages. Certaines des actions requises peuvent être prises via les institutions existantes, telles que le Comité d'adaptation, le Programme de travail de Nairobi ou le Groupe expert des pays les moins avancés, qui peuvent mener des activités importantes concernant les victimes et les dégâts. Mais sont-ils mandatés ou ont-ils la capacité de prendre en compte les implications plus larges qui résulteraient d'un manque d'ambition en ce qui concerne la mitigation et les victimes et dégâts associés ? Peuvent-ils s'occuper de situations telles que des pertes définitives...  
- suite p.2

- Suite de l'article «Lancer les travaux...»  
...progressivement les subventions aux énergies fossiles (mentionné à quelques reprises lors de la table ronde, elles représentent un potentiel de réduction de l'ordre de 2 Gt). Mais ces activités, devront s'ajouter aux engagements existants et ne peuvent pas être utilisées comme moyens de les mettre en œuvre. Sans additionnalité, le fossé de l'ambition ne sera pas réduit

Par ailleurs, toutes ces mesures n'ont pas le même effet à long terme. La réduction des polluants climatiques à courte durée de vie peut contribuer à l'effort, mais son effet sera de plus courte durée (comme leur nom l'indique) et ne peut constituer un substitut à une action sur les polluants climatiques de long terme, tels que le dioxyde de carbone. Comme suggéré par certains pays, on peut envisager des soumissions et des documents techniques visant à analyser l'ensemble de ces options, y compris leur chevauchement ou leur l'additionnalité par rapport aux engagements existants.

Un deuxième ensemble de remarques émises lors de la table ronde du Chantier n°2 de l'ADP concernait le fait qu'un nombre important de pays en développement n'ont pas encore soumis d'engagements d'atténuation ou de NAMAs. Chaque engagement volontaire ou NAMA sera accueilli très favorablement, en particulier ceux de pays en développement dont les capacités économiques sont comparables – voire supérieures – à celles de certains pays développés (moins riches), et dont la responsabilité en termes d'émissions s'accroît. Sur ce point, une évaluation technique du potentiel d'atténuation de ces actions serait utile, et en particulier, un processus visant à identifier les besoins en termes de moyens de mise en œuvre qui permettraient aux pays de présenter, puis mettre en œuvre, leurs objectifs ou leurs NAMA.

ECO se demande si l'attention accordée aux « activités complémentaires » et à la façon d'amener plus de pays à soumettre des objectifs ou des NAMA ne serait pas liée à la position réconfortante qu'elle

donne aux pays développés. En effet, ce qui devrait être le troisième pilier de ce Chantier n°2, a reçu beaucoup moins d'attention : il s'agit du niveau pathétique d'ambition des pays développés, sous le Protocole de Kyoto ou en dehors.

Selon ECO, le plan de travail pour ce Chantier n°2 en 2013 doit nécessairement inclure un débat sérieux sur les engagements actuels des pays développés. De toute évidence, retirer les conditions liées aux objectifs ou aux fourchettes d'objectifs est indispensable. Mais au final, augmenter les objectifs au-delà de l'extrémité supérieure des fourchettes sera inévitable pour que les objectifs des pays développés se situent enfin dans la fourchette de réduction de 25-40%, indiquée par la science. Certaines Parties ont noté que ce débat devra avoir lieu tout au long de 2013, à un niveau ministériel. Sans quoi, la volonté politique ne se matérialisera pas.

En cas d'échec, la crainte d'ECO est que le Chantier n°2 aient un jour un successeur nommé Chantier n°6 (six degrés) !

## Accès à l'énergie pour tous, le mythe de Sisyphe Africain ?

L'Afrique cherche toujours sa solution pour faire face à un double défi : donner accès à l'énergie à l'ensemble de ses populations tout en anticipant la finitude des ressources fossiles et l'impact croissant des changements climatiques.

La pauvreté, insécurité et précarité énergétique qui caractérisent le continent conditionnent sa croissance et influencent son développement. La demande d'énergie en Afrique n'est pas satisfaite et freine le développement économique, la création d'entreprises et d'emploi, l'accès à l'éducation et aux systèmes de santé performants. Pire, une grande partie des communautés n'ont toujours pas accès à l'électricité pour leurs besoins vitaux. Peut être parce que dans les dernières décennies, les choix énergétiques sur le continent donnent la priorité aux énergies fossiles – charbon et pétrole - qui contribuent à dégrader l'environnement, à renforcer la pauvreté énergétique et ne permettent pas de faire face aux changements climatiques.

Pourtant les sources ne manquent pas sur le continent, et le potentiel est infini pour répondre aux besoins énergétiques de l'Afrique et même au-delà. C'est pour faire face à

ce défi que les ONG se sont mobilisées à Rio+20 pour proposer des solutions: les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique! *Energie pour tous* ou *Energy for all*, ce slogan devenu le credo de toutes les institutions trouvera-t-il exécuteur, dans un monde de plus en plus aveugle aux sources d'énergies les moins polluantes, les plus sobres en carbone mais entreprenant pour le gaz de schiste ? Pour les sables bitumineux ? De plus en plus aveugle aussi aux besoins des plus vulnérables.

En route vers Rio, la société civile a exprimé les préoccupations quotidiennes des communautés vulnérables ! Ces attentes se déclinaient en : droit à l'énergie durable pour les communautés ; indépendance vis-à-vis des énergies fossiles ; promotion des politiques d'efficacité énergétique ; réformes et gouvernance améliorée dans la gestion énergétique. Loin du compte, Rio a préféré l'économie verte, le capitalisme, les entreprises privées, les multinationales, sans oublier les ressources pétrolières et bientôt finies.

Si l'Afrique continue d'affirmer qu'il faut tirer profit du soleil, pour lutter efficacement contre les changements climatiques et garantir un développement durable et sobre

- Suite de l'article «Les dégâts sont déjà là !»  
...de terres et de vies ? Ou encore s'assurer que les processus politiques pertinents fonctionnent correctement ensemble ?  
ECO ne le pense pas...

ECO soutien donc l'appel de près de 100 pays en développement pour un mécanisme international sur les pertes et dommages, qui puisse être mis en vigueur en utilisant les organes déjà existants. Nous espérons que lorsque les ministres seront là, ils voudront quitter Doha avec des résultats tangibles qui montreront au monde que les peuples les plus vulnérables ne sont pas laissés seuls. Renforcer la processus de négociation dans ce domaine doit être un élément du package de Doha.

en carbone, les projets sont insuffisants pour changer la trajectoire de développement. La politique régionale en matière d'énergie renouvelables de la CEDEAO promet une politique du changement mais les acteurs sont-ils assez forts pour faire le choix difficile entre retour rapide sur investissement et la survie, sur le plus long terme, de millions d'Africains dans un contexte de réchauffement climatique et de ressources finies.

Ange David Emmanuel Baimey  
Réseau Climat & Développement  
[www.climatedevelopment.org](http://www.climatedevelopment.org)

## Flotter dans l'air chaud

Tandis qu'ECO n'a pas encore abandonné la perspective d'un renforcement des objectifs nationaux de réduction d'émissions, il y a une autre mesure simple qui aura un impact important ; jusqu'à 13 milliards de tonnes, en fait. Et ECO sait que les négociateurs sont pertinemment au courant que les nouvelles règles strictes, en vue d'éliminer le gigantesque surplus de permis d'émissions issu de la première période du Processus de Kyoto, feront réellement la différence. Comme nos chers lecteurs l'auront remarqué, c'est un sujet très cher au coeur d'ECO. Nous nous sommes activés à dénoncer la volonté de la Pologne, de l'Ukraine et de la Russie de se battre pour leurs droits à vendre leur air chaud, et avons appelé l'UE à ne pas s'égarer sur son chemin vers le progrès et le leadership.

Mais ce n'est pas uniquement ces pays qui s'opposent à cet éclatement de la bulle d'air chaud.

**ARRÊTEZ LES ROTATIVES !** Il semble que les discussions ont donné naissance à leur dernier groupe de (non-) négociation. Oui, ECO a entendu des rumeurs selon lesquelles il y a un groupe de membres du Protocole de Kyoto, dont l'Australie, la Norvège et l'Islande, qui serait en train

de préparer une non-position concernant le surplus d'émissions. Il semble que ce groupe aurait même un nom, à défaut d'une position : le "Groupe des gardes-barrières". Garder les barrières est peut-être une situation confortable, lorsque pour êtes entourés par l'air chaud des autres pays ? ECO sait que les surplus UQA de ces pays ne sont pas la principale source d'inquiétude, dans la mesure où les Gardes-barrières ont le pouvoir de faire quelque chose de positif. Descendez de votre barrière et prenez l'initiative, Gardes-barrières ! Vous disposez de plusieurs options pour faire la différence : rejoignez la position du G77 ou considérez la proposition de la Suisse, et faites votre choix.

Car ce vers quoi on se dirige, c'est un choix entre un gagnant-gagnant, où les Parties peuvent faire avancer les discussions et obtenir davantage de réductions d'émissions, ou un perdant-perdant qui menacerait les discussions et diminuerait les chances de renforcer la 2ème période d'engagement du Protocole de Kyoto. Bien sûr elles ne devraient pas oublier qu'il y a une autre possibilité de rendre la 2ème période d'engagement plus efficace, en élevant le niveau d'ambition de leurs objectifs quantifiés de limitation et de réduction des émissions (QELROS).

## EN FINIR AVEC L'IMPUNITÉ DES SUBVENTIONS

Plus tôt dans l'année, ECO était ravi de voir se multiplier les soumissions soulignant le potentiel de la suppression des énergies fossiles pour contribuer substantiellement à l'ambition de réduction pré-2020. Et ECO était tellement satisfait qu'il a fait le calcul du nombre de pays qui ont fait ce genre de soumissions. Au total, plus de 110 pays ont soutenu l'appel à intégrer la réforme des subventions aux combustibles fossiles comme une option pour relever l'ambition de réduction.

Mais jeudi matin, il semblait que plusieurs Parties avaient oublié ces soumissions, seulement quelques mois après les avoir envoyés. Malgré des heures de discussion, les subventions aux énergies fossiles ne semblent pas avoir été à l'ordre du jour des discussions de du Chantier 2 de l'ADP.

Heureusement, tous les pays n'ont pas oublié cette question, et la session ADP d'hier après-midi a réservé quelques espoirs. ECO tient à remercier les Philippines, le Costa Rica et la Suisse pour reconnaître cette opportunité de réduire davantage la pollution. (ECO a également entendu dire que les Etats-Unis et le Mexique avaient évoqué la réforme des subventions à la pollution dans d'autres sessions ces derniers jours).

L'Agence Internationale de l'Energie nous a indiqué que la suppression des subventions aux énergies fossiles pourrait réduire de moitié le fossé des réductions d'émissions entre les engagements actuels et ce qui est nécessaire d'ici 2020 pour nous permettre de limiter le réchauffement climatique à 2°C. *- suite p.4*

## Où sont les NAMAS des pays arabes ?

Accueillir la COP18 au Qatar offre une opportunité unique d'avancer sur les efforts de réduction et d'adaptation aux changements climatiques dans la région, de même que sur les financements climat. Voilà pourquoi ECO appelle les pays Arabes à faire preuve de leadership au-delà du centre de conférence.

ECO soutient l'appel de Greenpeace pour une collaboration est-ouest dans le monde arabe sur les sujets tels que la recherche, le financement et le développement des technologies renouvelables. Cette coopération régionale peut prendre appui sur le travail déjà réalisé par certains pays dans le domaine des énergies renouvelables, tout en développant un nouveau rôle pour les d'autres à la pointe de l'innovation technologique renouvelable.

La coopération en matière d'énergie renouvelable fera également bénéficier d'économies d'échelles et tissera de précieux liens fraternels pour faire face aux impacts climatiques de nombreux pays : raréfaction de l'eau dans des conditions climatiques changeantes pour certains, hausse du niveau des mers pour les communautés côtières.

L'atténuation passe par des efforts à la fois régionaux et globaux pour passer des énergies sales aux sources renouvelables.

ECO privilégie une approche régionale dans laquelle la diversification économique, cruciale pour la prospérité future, repose sur un développement durable de l'énergie aux niveaux national et régional - où les énergies renouvelables prennent progressivement le rôle principal dans la production. Cela implique une désaccoutumance aux énergies fossiles.

Le Qatar et les Etats du Golfe ont la capacité économique de procéder à cette mutation en même temps que jouer un rôle majeur dans le financement du changement climatique. Pour des raisons d'équité, cela ne devrait intervenir dans le contexte des engagements de l'Annexe 1 pour le financement climat.

Greenpeace a démontré dans son rapport Energy [R] évolution que les pays du Moyen Orient, et du monde en général, ont la capacité de passer au solaire et aux autres énergies renouvelables, qui sont d'ores et déjà compétitives malgré les gigantesques subventions perçues par les énergies fossiles. Pour les pays arabes, les renouvelables détiennent la clé de la souveraineté énergétique et d'une prospérité soutenable. Mais les Pays arabes ne sont pas les seuls à ne pas avoir soumis leur Action Nationales

# LES LEÇONS POUR LE FUTUR DU PETIT FRÈRE

La mise en œuvre conjointe (MOC) est le petit frère, souvent négligé, du mécanisme de développement propre. Nous devons nous y intéresser. Et pas seulement parce que ce dispositif a généré des dizaines de millions de crédits, en blanchissant l'air chaud et au mépris de toute intégrité environnementale. Nous devons nous pencher sur la MOC parce qu'elle nous donne un bon exemple de ce que peut produire un mécanisme de flexibilité dont les règles sont laxistes et, qui plus est, souvent foulées au pied.

En ce moment, à Doha, les parties à la négociation imaginent une réforme de la MOC. ECO accueille favorablement la proposition d'éliminer la voie 1, grâce à laquelle les pays hôtes peuvent unilatéralement approuver des projets et générer des crédits, sans craindre le moindre contrôle international. Il était effectivement temps, car 95% des unités de réduction d'émission (URE) ont été émises grâce à la voie 1, sans le moindre souci d'efficacité environnementale.

Prenons l'exemple de l'Ukraine. Avec 69 projets enregistrés, sous voie 1, ce pays est le principal émetteur mondial d'URE.

Or, 60 de ces projets ont été audités par la même entreprise, laquelle a été payée par le même... développeur. En temps normal, l'audit d'un seul projet prend des mois. Mais dans le cas ukrainien, le contrôle de l'intégrité de certaines opérations n'a pris que 7 petits jours. Rien qui puisse inspirer confiance. Leurs promoteurs n'ont entrepris de les faire enregistrer par l'ONU que depuis deux ans. Ce qui ne les empêche pas de recevoir des crédits précoces pour des abattements d'émissions réalisées bien avant l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto. Comment ces projets pourraient-ils respecter des règles de la MOC qui ont été rédigées bien après leur mise en œuvre ?

Notre but n'est pas de mettre Kiev au pilori, mais bien de montrer les possibles dérives d'un système permettant à un pays d'émettre unilatéralement des crédits, lesquels peuvent être utilisés pour assurer une conformité carbone dans un régime mondial. En pareil cas, court-termisme et égoïsme l'emportent souvent sur la sécurité climatique.

Chers délégués, ayez tout cela à l'esprit avant d'adopter, de façon enthousiasme, un fatras de règles et de standards. La convention

a besoin que les règles communes aux mécanismes de flexibilité assurent l'intégrité environnementale des projets. Ce qui est impossible avec un projet MOC, seulement contrôlé au niveau national.

Malheureusement, les règles proposées pour unifier les régimes de la MOC sont insuffisantes pour assurer l'intégrité climatique des futurs projets. Les critères d'intégrité environnementale doivent être renforcés (notamment ceux définissant l'additionnalité et ceux encadrant les règles de base). Les projets MOC non additionnels minent les buts de ce mécanisme, en particulier dans les pays disposant déjà de grosses réserves d'unités de quantité attribuée. Aussi, est-il vital que seuls des pays ayant d'ambitieux engagements de réduction d'émission puissent abriter des projets MOC.

La fenêtre de tir pour éviter la catastrophe climatique se ferme rapidement. Raison pour laquelle, nous ne devons accepter que des mécanismes produisant des réductions d'émission véritablement nouvelles et additionnelles.

- Suite de l'article «En finir avec...»

Bien sûr, cette suppression ne va pas être facile, mais la première étape est de reconnaître le potentiel et se mettre au travail. Premièrement, les pays riches doivent stopper leur subventions aux producteurs, et aussi vite que possible. Les pays en développement doivent être soutenus dans leur démarche pour en finir avec les subventions aux énergies fossiles de telle manière à protéger les plus pauvres et améliorer l'accès à l'énergie.

Cela fait plus de 3 ans que le G20 et la Coopération économique pour l'Asie Pacifique se sont mis d'accord pour éliminer ces subventions, et la conférence de Rio sur le développement durable, plus tôt cette année, a également appelé à cette réforme.

La Plate Forme de Durban peut aider à renforcer ces efforts en reconnaissant que cette réforme est un bon moyen pour renforcer l'ambition de réduction pre-2020.

## Fossile du Jour

### Le premier Fossile revient à la Pologne

De retour en Pologne, le ministre de l'environnement Korolec a rappelé la position de son pays pour le sommet de Doha : le report d'UQA n'est pas un problème prioritaire, contrairement à la durée et aux obligations de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto. Nous nous permettons toutefois de rappeler audit ministre que le report d'UQA influe sur le niveau d'ambition de ladite seconde période d'engagement. La Pologne ne veut pas renoncer à la moindre tonne de son volumineux surplus d'UQA pour contribuer à l'intégrité environnementale.

Houhou !!! Les émissions de carbone ignorent les frontières et restent le problème numéro un des négociations portant sur la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto.

### Le second Fossile est attribué à la Russie

Le vice-premier ministre russe a confirmé,

mercredi, que son pays ne s'engagerait par pour la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto. La semaine prochaine, la Russie doit annoncer ses objectifs de réduction d'émission, lesquels ne seront pas pris en compte par la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, à laquelle s'oppose la Russie. De ce fait, Moscou ne pourra profiter de la mise en œuvre conjointe (MOC) à laquelle elle s'efforce de participer. Ce qui sera dommageable, aussi bien pour l'économie russe que pour la réduction de sa dépendance aux... fossiles.



### REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière du ministère français de l'écologie (MEDDE). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ce partenaire. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Célia Gautier, Valéry Laramée de Tennenberg, Marc Mossalgue et Gwenaël Wasse.